

activities were undertaken by the Department of the Solicitor General in exercising its "lead Ministry" role?

11. Given the fact that the strength of the argument of the Senate Committee on Terrorism and Public Safety to relocate SERT within DND was based on a number of considerations—the continued reliance of SERT on DND for logistic support, the intelligence gathering and research capability in evaluation of new assault tactics and weapons technology, the similarity between SERT training and military training, and the ability of DND to respond with alacrity across the country—(i) why has the Government retained SERT within the RCMP; (ii) was any consideration given to the involvement of SERT; (iii) why was SERT not used; and (iv) how have the events at OKA affected the Government's thinking on this recommendation?

12.(a) What measures has the Government taken to strengthen the resource levels and credibility of the Solicitor General as an effective federal coordinator of counter terrorism? (b) Specifically, (i) how have resource levels changed in NSCC since 1988; (ii) what changes in statutory power have been made to increase the decision making authority of NSCC; (iii) how did the National Security Coordination Centre respond during the Mohawk crisis; (iv) what specific activities related to the implementation of procedures outlined in the National Counter Terrorism Plan; and (v) how has the NCTP improved the response capability of the Government in dealing with domestic terrorist incidents?

13.(a) Has the Government taken steps to ensure a person denied a visa on security grounds be ineligible to claim refugee status and denied a right to review or appeal? (b) If so, (i) what section of the Immigration Act makes provision; and (ii) with what frequency do applicants denied a visa for security reasons attempt to claim refugee status?

14.(a) Has the Government taken measures to require transit visas for persons landing in Canada, en route elsewhere, from countries for which Canada requires a visa? (b) If so, (i) what measures has the Government taken; (ii) how does the Government intend to prevent the destruction of documents en route by persons attempting to enter Canada illegally; and (iii) how many persons have entered Canada since 1984 who held documents upon embarkation which had been destroyed by debarkation?

15.(a) Has the Government taken steps to ensure that the recommendation of detention by the RCMP or CSIS for persons believed to represent a security risk is enforced by the appropriate Immigration Officer? (b) Under what conditions may the Immigration Officer overrule the recommendation of

fédérale à Oka? d) Qui a pris les décisions? e) Qui a coordonné le rôle du gouvernement? f) Quelles mesures ont été prises par le ministre du Solliciteur général dans l'exercice de son rôle de «ministère clé»?

11. Compte tenu du bien-fondé des arguments du Comité à l'effet que le GSIU va continuer de dépendre du ministère de la Défense nationale pour le soutien logistique; la capacité de collectionner et de faire de la recherche sur des renseignements de sécurité pour évaluer les nouvelles tactiques d'attaque et les nouvelles armes; la similitude entre les méthodes d'entraînement du GSIU et les méthodes d'entraînement militaire, et la capacité du ministère de la Défense nationale de réagir rapidement n'importe où au pays, i) le gouvernement garde-t-il le GSIU au sein de la GRC; ii) a-t-on envisagé la possibilité de faire intervenir le GSIU; iii) pourquoi le GSIU n'a-t-il pas été utilisé; et iv) dans quelle mesure les événements d'Oka ont-ils influencé l'opinion du gouvernement concernant cette recommandation?

12.a) Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour accroître les ressources et la crédibilité du solliciteur général en tant que coordonnateur fédéral des activités de lutte contre le terrorisme? b) Plus précisément, i) quels changements ont été apportés au niveau de ressources du Centre national de coordination de la sécurité depuis 1988; ii) quelles modifications ont été apportées à la loi pour accroître le pouvoir décisionnel du CNCS; iii) comment le Centre national de coordination de la sécurité a-t-il réagi pendant la crise des Mohawks; iv) Quelles étaient les activités précises en rapport avec l'application des procédures prévues dans le Plan national de lutte contre le terrorisme; et v) Dans quelle mesure le Plan national de lutte contre le terrorisme a-t-il accru la capacité du gouvernement de faire face à des incidents terroristes sur le territoire national?

13.a) Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour s'assurer qu'une personne qui se voit refuser un visa pour des raisons de sécurité ne puisse revendiquer le statut de réfugié, ni obtenir le droit de réexamen ou d'appel? b) Dans l'affirmative, i) quel article de la Loi de l'immigration s'applique; et ii) est-il fréquent que des requérants à qui on a refusé un visa pour des raisons de sécurité essaie de revendiquer le statut de réfugié?

14.a) Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour exiger des visas de transit dans le cas des ressortissants de pays étrangers pour qui le Canada exige un visa et qui, à destination d'autres pays, font escale au Canada? b) Dans l'affirmative, i) quels moyens le gouvernement entend-il prendre pour empêcher la destruction des documents par des personnes qui font escale au Canada et qui tenteraient d'entrer illégalement au Canada; ii) depuis 1984, combien compte-t-on de personnes qui soient entrées au Canada et dont les documents ont été détruits entre le moment de leur embarquement et leur débarquement?

15.a) Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour s'assurer que la détention recommandée par la GRC ou le SCRS dans le cas des personnes considérées comme représentant un risque pour la sécurité, soit exécutée par l'agent d'immigration compétent? b) Dans quelles circonstances l'agent d'immigration